

Régions (Chapitre 4)

En 2019, les élections présidentielles en Afrique de l'Ouest n'ont pas conduit à des crises majeures, ou presque

Babacar Ndiaye

Dans ce chapitre, l'auteur procède à l'analyse des élections présidentielles qui se sont déroulées en Afrique de l'Ouest en 2019. L'élection présidentielle en Afrique est souvent une période marquée par les tensions et la violence et peut conduire à des crises politiques et sécuritaires. Au Nigeria, au Sénégal et en Guinée-Bissau, les présidents sortants se sont lancés à la conquête d'un nouveau mandat et ont connu des fortunes diverses. L'auteur s'est intéressé au contexte politique dans lequel se tenaient ces scrutins présidentiels, les forces en présence et les éléments d'analyse. A l'issue de cette année électorale, les élections présidentielles en Afrique de l'Ouest n'ont pas conduit à des crises majeures, ou presque...

L'Afrique de l'Ouest connaît, depuis deux ans, un cycle d'élections présidentielles. Les populations vivent au rythme de ces rendez-vous démocratiques. Les élections en Afrique sont des périodes particulièrement observées, du fait des tensions et la violence qui peuvent en naître. Les attentes des populations sont tellement grandes que l'élection présidentielle polarise des opinions, souvent tranchées, et produit des situations de violence électorale. Il faut tout de même noter une évolution dans l'organisation des élections sur le continent. Le travail de veille de la société civile durant ces périodes cruciales, et l'émergence de mouvements citoyens ou des jeunes qui font entendre leur voix ont contribué, ces dernières années, à changer la donne.

En 2019, trois pays ont organisé des élections présidentielles en Afrique de l'Ouest avec, pour dénominateur commun, des présidents sortants qui se présentaient pour un

nouveau mandat. Le Nigeria, première puissance économique du continent, a appelé aux urnes ses 84 millions d'électeurs. Le président Buhari, qui a souvent fait la une des journaux internationaux pour ses problèmes de santé et ses séjours réguliers à Londres pour le suivi de son traitement, s'est lancé à la conquête d'un nouveau mandat face à un adversaire présent dans le champs politique depuis des années, Atiku Abibakar. S'est posée la question du renouvellement de la classe politique. Les deux candidats des deux principaux partis sont depuis une vingtaine d'années dans le paysage politique dans un pays fortement dominé par la jeunesse.

Au Sénégal, pays souvent cité pour la qualité de sa démocratie en Afrique de l'Ouest, a organisé un scrutin présidentiel avec 5 candidats « passés au crible des parrainages citoyens ». Une loi introduite pour renforcer la démocratie et rationaliser le nombre croissant de partis politiques. Le

président Macky, Sall, après un mandat de 7 ans, souhaitait disposer d'un nouveau quinquennat pour poursuivre l'ancrage du Sénégal sur les rails de « l'émergence » dans un contexte politique et judiciaire particulièrement tendu. L'élection présidentielle de 2019 s'est tenue dans un contexte totalement différent de celle de 2012. Plus d'une dizaine de morts furent répertoriées, du fait des nombreuses manifestations qui avaient pour objectif de dénoncer la tentative d'un troisième mandat de Wade jugé illégal. L'élection présidentielle de 2019 devait être l'occasion d'avoir un vrai débat sur les programmes des candidats.

En Guinée-Bissau, à l'issue de l'élection présidentielle moins médiatisée que celles du Sénégal et du Nigeria, on a assisté à la fois à un « séisme politique » et à une crise politico-institutionnelle qui se poursuit en 2020, mais sans effusion de sang. Le président sortant, José Mario Vaz, a perdu son pari de renouveler son mandat, et le parti historique le PAIGC, au contrôle du pays depuis les indépendances, a été donné battu et conteste toujours les résultats du second tour. Le président « élu », Embaló, sur la base de la double confirmation de sa victoire de la Commission nationale électorale, s'est installé au pouvoir sans la reconnaissance de la CEDEAO et de la communauté internationale.

Ce chapitre traite et analyse les trois élections présidentielles qui se sont déroulées en Afrique de l'Ouest en 2019, avec des présidents sortants qui avaient pour ambition de décrocher un nouveau mandat et qui ont connu des fortunes diverses.

I. Au Sénégal, le président Sall réélu dès le premier tour, malgré un contexte politique et judiciaire tendu

A. Le contexte judiciaire difficile durant la période pré-électorale

Les premières années de la présidence de Macky Sall ont été marquées par les affaires judiciaires. En effet, l'une des premières mesures du président Sall a été la réactivation de [la Cour de répression de l'enrichissement illicite](#) (CREI), une juridiction spéciale mise en place il y a plus de 30 ans par l'ancien président Abdou Diouf. La CREI a pour mission de réprimer les faits d'enrichissement illicite. De nombreuses informations judiciaires furent ouvertes à l'encontre d'anciens tenants du pouvoir. Ce que l'on a appelé au Sénégal la traque des biens Mal acquis a conduit à une procédure de vérification du patrimoine de certains ministres et responsables de structures publiques de l'ancien pouvoir. Le procureur spécial près de la CREI avait dressé [une liste de 25 personnalités](#) dont le fils de l'ancien président Wade.

Karim Wade, [ancien ministre d'État et détenteur d'importants portefeuilles ministériels](#) sous le mandat précédent, fut le « visage » de la politique de lutte contre l'enrichissement illicite menée par le président Macky Sall. Son procès qui a duré plusieurs mois a tenu en haleine les Sénégalais. En 2015, la Cour de répression de l'enrichissement illicite l'a condamné à six ans de prison ferme, à la saisie de ses biens supposés acquis illégalement

et à une amende de 210 millions d'euros. La CREI a été qualifiée de [juridiction d'exception](#) qui ne garantit pas le droit à un procès équitable par l'opposition et certaines organisations de la société civile.

En juin 2016, Karim Wade bénéficie d'une grâce présidentielle. En quelques heures, il quitte le Sénégal pour rejoindre le Qatar. Le départ précipité du Sénégal du fils d'un ancien chef de l'État a été sujet à de nombreuses polémiques, notamment les conditions de sa libération.

Le feuilleton judiciaire s'est poursuivi avec [l'affaire Khalifa Sall](#). Un rapport d'audit de l'Inspection générale d'État (IGE) a épinglé la gestion du maire de Dakar. Il lui a été reproché l'utilisation de fausses factures pour justifier les dépenses de la caisse d'avance de la ville de Dakar. Le 7 mars 2017, Khalifa Sall est finalement inculpé pour détournement de deniers publics, d'association de malfaiteurs, de faux et usage de faux. Après un procès médiatique d'un an et demi, il est condamné à cinq ans de prison et à la réparation du préjudice de 1,8 milliard de francs CFA (2,74 millions d'euros).

Quelque semaines après sa condamnation, il perd son fauteuil de maire de la capitale sénégalaise. Le timing de l'incarcération et la condamnation de Khalifa Sall a fait couler beaucoup d'encre. Le camp présidentiel a essuyé des critiques sur les manœuvres de cette condamnation qui visait à écarter un sérieux candidat à la course présidentielle de 2019. Le rapport de l'audit de l'IGE et la rapidité de l'instruction judiciaire ont constitué des motifs pour les partisans du maire de Dakar qui considèrent qu'il s'agissait d'un « procès politique ».

Les affaires judiciaires et la tenue de procès avec des personnalités de premier plan de la scène politique sénégalaise ont eu, pour conséquences, l'installation d'un climat de tension qui s'est poursuivi jusqu'à l'annonce de la liste des candidats à l'élection présidentielle. En raison de leur condamnation, Karim Wade et Khalifa Sall n'ont pas pu se présenter à l'élection présidentielle.

B. Une élection avec 5 candidats à la suite de l'adoption du système de parrainage

En 2018, la loi électorale a connu un changement majeur au Sénégal. A un an de l'échéance électorale, le « parrainage » citoyen a été introduit dans la procédure électorale. [La loi stipule](#) que pour la présidentielle de 2019 « Pour être recevable, toute candidature doit être accompagnée de la signature d'électeurs représentant, au minimum, 0,8% et, au maximum, 1 % du fichier électoral général. Cette modification du processus électoral, avec l'introduction du parrainage citoyen qui, d'ordinaire, était réservé aux candidats indépendants, sera vigoureusement contesté par l'opposition.

La justification du recours au parrainage citoyen avancée par le pouvoir est la nécessité d'une rationalisation des partis politiques dont le nombre dépassait les 300 formations en 2018. Les élections législatives de juillet 2017 avaient vu la participation de 47 listes. Cette flambée des listes à l'assaut des 160 sièges de l'Assemblée a été perçue comme une régression démocratique et, surtout, une entorse à la capacité d'avoir de vrais débats.

Cette réforme voulue par le pouvoir en place est, donc, présentée comme une avancée pour le système démocratique sénégalais. Dans la pratique, elle sera une « révolution ». Au moment du dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle de 2019, 27 dossiers seront présentés devant le Conseil constitutionnel. Cette période est marquée par une tension, car les prétendants au fauteuil présidentiel ont dû se lancer dans une chasse aux signatures. La vérification du respect du nombre de signatures requis par l'organe constitutionnel est entourée de critiques et de défiances, surtout sur la durée jugée très courte. Le Conseil constitutionnel est contraint de convier des personnalités de la société civile en qualité d'observateurs lors des séances de vérification des listes de candidature. L'objectif de l'association de voix indépendantes aux vérifications était d'apaiser la situation.

A l'arrivée, l'organe constitutionnel ne retiendra que 5 candidatures. L'objectif de réduction du nombre de candidats était plus qu'atteint. Parmi les 5 candidatures, nous retrouvons celle du président sortant [Macky Sall](#), de l'ancien Premier ministre [Idrissa Seck](#), du [professeur Issa Sall](#) dont le Parti de l'unité et du rassemblement (PUR) avait créé la surprise, en s'adjudicant 5 sièges aux dernières législatives de 2017, et celle d'[Ousmane Sonko](#), député et ancien inspecteur des impôts et domaines, radié de la fonction publique en 2016. Le dernier candidat à valider son billet pour la présidentielle est l'avocat [Madické Niang](#). Dernier ministre des Affaires étrangères de Wade, la validation de sa candidature a surpris plus d'un.

Deux principales observations doivent être effectuées concernant cette élection présidentielle avec cinq candidats. Les partis historiques que sont le Parti socialiste (PS) et le Parti démocratique sénégalais (PDS) ne prendront pas part à ce scrutin présidentiel. C'est une première dans l'histoire politique sénégalaise. Le PS est un allié du président Macky Sall depuis 2012. Il est représenté dans le gouvernement et assume son compagnonnage avec le parti au pouvoir dans la grande coalition « Benno Bokoy Yaakar » (Unis pour le même espoir).

Il aurait été incongru de voir ce parti, qui a gouverné le Sénégal pendant 20 ans et participé à toutes les élections, présenter un candidat face à Macky Sall. Le candidat du PDS, Karim Wade, a été recalé pour cause d'inéligibilité. L'élection présidentielle de 2019 voit, donc, l'absence des deux grandes formations politiques du pays, qui ont dominé la vie politique sénégalaise pendant plus de 50 ans, et le retour au Sénégal, non sans fracas, de l'ancien président Wade.

Le parrainage aura pour conséquence la mise en place de grandes coalitions autour des 5 candidats. Les vingt-deux candidats qui n'ont pas réuni le nombre de signatures nécessaire vont majoritairement rejoindre la coalition d'Idrissa Seck, notamment le maire de Dakar, Khalifa Sall. De sa prison, il va apporter son soutien à Idrissa Seck. A la surprise générale, le président Wade s'est abstenu de donner toute consigne de vote, malgré sa rencontre médiatisée avec le candidat Ousmane Sonko. Il faut rappeler que le président Wade avait appelé, dans un premier temps, à la destruction des cartes d'électeurs et des bulletins de vote pour empêcher la tenue du scrutin.

C. Une large victoire du président Sall favorisée par son bilan économique

Durant la campagne électorale, on a noté des situations de violence, notamment celles qui ont opposé sur le terrain des convois de la coalition présidentielle et ceux de l'opposition. A Tambacounda, dans l'est du Sénégal, des affrontements ont eu lieu entre les partisans de la coalition présidentielle et ceux du candidat du PUR. On a décompté [trois morts](#) durant ces altercations. Les organisations de la société civile ont appelé au calme et à une campagne électorale apaisée.

Le 24 février, jour du scrutin, [le vote s'est déroulé dans le calme](#). Fidèles à leur réputation, les Sénégalais se sont rendus aux urnes dans le calme et massivement. Le taux de participation est de [66,27 %](#). Les différentes missions d'observation électorale ont salué la tenue d'une élection pacifique.

Cependant, l'élection présidentielle aurait pu basculer dans la violence avec les sorties hasardeuses de l'opposition et de la mouvance présidentielle. En effet, dans la soirée, alors que les télévisions et les radios égrenaient les résultats issus du dépouillement des bureaux de vote, les candidats Ousmane Sonko et Idrissa Seck ont annoncé la tenue inévitable d'un second tour et mis en garde le camp présidentiel et certains organes de presse contre toute forme de confiscation du pouvoir.

Une heure après la déclaration de l'opposition, [le Premier ministre, Abdallah Dione](#), prenait la parole sur la chaîne publique sénégalaise pour annoncer la réélection du candidat Macky Sall au premier tour avec 57 % des voix. Cette déclaration du plus proche collaborateur du président de la République sortant pouvait engendrer de la violence. Les Sénégalais se sont réveillés, le lendemain, dans la confusion la plus totale. Le président du Conseil constitutionnel a dû intervenir pour rappeler que son institution est la seule habilitée pour proclamer les résultats de l'élection. On a pu encore observer un bel exemple de maturité du peuple sénégalais qui n'a pas suivi les déclarations des différents candidats.

Finalement, [le Conseil constitutionnel](#) a proclamé la victoire du candidat Macky Sall dès le premier tour, avec une majorité nette de 58,26 % des votants. L'ancien Premier ministre, Idrissa Seck, est arrivé deuxième avec 20,51%. [Ousmane Sonko](#), énarque, radié de la fonction publique et fondateur du parti PASTEF (les Patriotes du Sénégal) en 2014 se classe en troisième position pour sa première participation à une élection présidentielle avec 15,67%. Il a porté un discours de rupture et s'est présenté comme le « candidat antisystème ». Il n'a eu de cesse de dénoncer les actes de mauvaise gouvernance durant le septennat du président Sall. Il s'est positionné, ces dernières années, comme l'opposant le plus virulent au président Sall. Il est la grande révélation de cette élection présidentielle. Les candidats Issa Sall et Madické Niang ferment la marche avec respectivement 4,07 % et 1,48%.

Comment expliquer cette large victoire du président Macky Sall dès le premier tour ? Dans l'analyse, il semblerait que le bilan économique défendu par le président sortant durant toute la campagne ait porté ses fruits. Les partisans

du président Sall se targuent d'avoir relancé une économie moribonde à la fin du second mandat de Wade, en 2012. Ils insistent sur le redécollage de l'économie du Sénégal en 2013 avec un taux de croissance de 3,5% qui passera à 4,3% en 2014.

Le président Macky Sall a lancé le Plan Sénégal Émergent (PSE) qui vise l'émergence économique à l'horizon 2035, avec un [Plan d'actions prioritaires](#) sur la période 2014-2018. Un investissement public massif est entrepris dans les domaines de l'infrastructure, de l'agriculture, de la santé et du social. La croissance est portée par les investissements dans le PSE, dont plus de 50 % de la première phase (2014-2018) ont été alloués à de massifs projets d'infrastructures.

Le projet de [la ville nouvelle de Diamniadio](#), à 30 km de Dakar, conçu pour désengorger la capitale, est lancé. À terme, 350 000 personnes pourront s'y installer dans ce projet estimé à plus de 2 milliards de dollars.

[Le projet du Train express régional \(TER\)](#) reliant le nouvel Aéroport international Blaise-Diagne (AIBD) à Diass à la ville de Dakar, d'un coût de 656 milliards de francs CFA (1 milliard d'euros), dans sa phase 1, s'inscrit dans ce sillage. Il a été inauguré avant la campagne électorale mais n'est toujours pas fonctionnel. Au demeurant, l'aéroport fut un projet lancé par Wade, et il a été achevé et inauguré en décembre 2017 par Macky Sall.

Le gouvernement de Macky Sall a fait du secteur de l'agriculture un des piliers de la première phase de son Plan Sénégal Emergent (PSE). Le Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS), d'un coût de 581 milliards de FCFA, a eu des résultats significatifs sur la plupart des produits consommés quotidiennement comme le riz, l'oignon, l'arachide et les fruits et légumes. L'objectif fixé d'une autosuffisance en riz avec la production locale d'environ 1,5 million de tonnes, n'a pas été atteint, en dépit des nombreux efforts pour faciliter une production locale.

[La Banque africaine de Développement \(BAD\)](#) a estimé le taux de croissance du Sénégal à 6,5%, en 2015, 6,6%, en 2016, 7,2%, en 2017, et 7%, en 2018. Cette tendance à la hausse de la croissance économique s'est maintenue tout au long du mandat. Le président Macky Sall a cependant reçu des critiques acerbes de ses adversaires qui ont dénoncé un endettement déraisonnable et non productif, notamment [les grands projets d'infrastructure](#) et la croissance économique qui profite plus aux entreprises étrangères qu'aux Sénégalais.

Dans le domaine social, le gouvernement a lancé, en 2013, un programme d'assurance santé universelle (Couverture maladie universelle) pour faciliter l'accès aux soins des ménages les plus vulnérables qui travaillent dans le secteur informel ou vivent dans des zones rurales. Même si les objectifs sont très ambitieux, il faut relever une amélioration croissante [du taux de couverture](#). On peut ajouter à liste [les bourses de sécurité familiale](#) dont le but est de réduire l'injustice sociale ou, encore, [le Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires frontaliers](#) (PUMA), dont l'accent est mis sur les infrastructures de désenclavement. Durant ce mandat, le président Sall a multiplié les projets à Dakar et à travers le pays.

Sa large victoire dès le premier tour a sans doute été rendue possible, en grande partie, par un [bilan économique](#)

qu'il a jugé élogieux. Il a remporté les principaux départements de la région capitale (Dakar, Pikine et Rufisque), de même que Mbour et Tivaouane qui sont des foyers importants d'électeurs. Il a fait des scores « fleuves » dans les départements des régions majoritairement peuplées de Peulh et Sérère (les départements de Podor, de Matam, de Fatick et de Kaolack). Le président Macky Sall est d'ethnie Peulh et il est né en pays Sérère. Certains analystes n'ont pas hésité à parler de vote régional ou ethnique. Cependant, Macky Sall a remporté la plupart des départements du pays avec, parfois, des scores très élevés.

Ousmane Sonko a également reçu des critiques allant dans le sens d'un vote régional, il a remporté la ville de Ziguinchor. Dans un autre registre, Idrissa Seck a bénéficié de l'électorat mouride, surtout dans le département de Mbacké. Il s'est également largement imposé dans le département de Thiès, dont il est maire de la commune du même nom, avec 47,15 % des voix contre 39,44 % pour le candidat Macky Sall. Ousmane Sonko est le candidat de l'opposition qui a le plus bénéficié du vote de la diaspora. Les Sénégalais basés à l'étranger ont en majorité voté pour l'opposition à hauteur de 62 %.

L'élection présidentielle au Sénégal n'a pas engendré une crise comme redouté, du fait des tensions politiques et judiciaires et de l'introduction du parrainage citoyen. Les candidats de l'opposition n'ont pas souhaité introduire de recours auprès du Conseil constitutionnel après la contestation de la victoire de Macky Sall.

II. Au Nigéria, un scrutin présidentiel marqué par des dysfonctionnements et la violence

A. Le vote reporté d'une semaine pour des raisons logistiques

Première puissance économique du continent, et le pays le plus peuplé d'Afrique, une élection présidentielle au Nigeria est toujours importante. Le pays a organisé à la fois les élections présidentielles et législatives. Initialement prévues le 6 février 2019, elles ont été reportées d'une semaine. A quelques heures de l'ouverture des bureaux de vote, la Commission nationale électorale indépendante (INEC) a annoncé le report des élections. Cette décision de report, prise dans l'urgence, n'est pas une première au Nigeria. En 2015, le scrutin présidentiel, qui avait vu la victoire du président Buhari, avait été également repoussé de six semaines pour des raisons sécuritaires.

[L'organisation du scrutin présidentiel à la date du 14 février 2015](#) n'avait pas été possible à cause des attaques récurrentes de Boko Haram dans l'extrême Nord-est du pays. Les affrontements réguliers entre l'armée nigériane et le groupe terroriste qui contrôlaient des zones dans le Nord-Est ne permettaient pas l'organisation et le vote de centaines de milliers d'électeurs dans cette partie du Nigeria.

Cinq jours avant le scrutin de 2019, la Commission nationale électorale indépendante faisait état de problèmes logistiques, notamment un incendie dans son bureau dans

l'État d'Anambra (sud-est). Il s'agissait du troisième incident de ce genre au cours des 12 derniers jours. Ces incendies ont causé la perte de 4 965 lecteurs de cartes détruits par les flammes. Les lecteurs de cartes utilisés lors de l'élection présidentielle de 2015 servent à consulter des informations sur les électeurs.

L'acheminement du matériel électoral dans les 120 000 centres de vote dans le pays a connu beaucoup de manquements. L'état des routes défectueuses a ralenti la distribution du matériel électoral, comme les bulletins des candidats dans les lieux de vote. L'opposition, de son côté, a dénoncé l'absence du matériel électoral dans de nombreuses villes. Dans ces conditions, il était difficile d'organiser l'élection présidentielle, le report n'était pas une option mais une obligation.

Près de [84 millions d'électeurs](#) devaient prendre part à ce scrutin. Les citoyens qui se sont déplacés dans les régions pour le vote se sont indignés de ce report décidé tard dans la nuit. Beaucoup de Nigériens ont quitté Lagos pour rejoindre leur centre de vote à l'intérieur du pays. La démobilisation due au report d'une semaine de l'élection a découragé plusieurs millions d'électeurs ayant parcouru en vain des centaines de kilomètres pour voter dans leur localité d'origine le 16 février et à s'abstenir de refaire le même parcours.

B. Deux candidats du Nord favorisés pour le fauteuil présidentiel

L'élection présidentielle a vu la participation de [73 candidats](#). Ce nombre important de candidats, jugé pléthorique, montre que le siège du président sortant était très convoité. Dans la pratique, des 73 candidats à l'élection présidentielle, seuls deux étaient considérés comme les grands favoris du scrutin. La présidence du pays se jouait entre [Muhammadu Buhari](#), le président sortant, et membre du parti All Progressives Congress (APC), et [Atiku Abubakar](#), l'ancien vice-président d'Obasanjo et membre du parti People's Democratic Party (PDP), parti de l'opposition. La particularité de cette élection présidentielle de 2019 est que les deux grands favoris sont originaires du Nord du pays et sont Musulmans.

Le chef de l'État sortant, âgé de 76 ans et candidat à un second mandat, est à sa cinquième campagne électorale. Il a été élu président, en 2015, et tout au long de son mandat, il a effectué des séjours réguliers à Londres pour des problèmes de santé. Le premier mandat de Buhari a suscité des réactions mitigées. Beaucoup estiment qu'il n'avait pas fait suffisamment d'efforts pour sortir le pays de son marasme économique ou pour s'acquitter de sa promesse de mettre fin à la corruption et défaire Boko Haram.

Son principal adversaire, l'ancien vice-président Atiku Abubakar, âgé de 72 ans, est à sa quatrième tentative pour la présidence du Nigeria. Homme politique expérimenté, ancien directeur général adjoint de la douane nigérienne, il est devenu un homme d'affaires prospère. Sa fortune proviendrait de l'investissement dans des secteurs comme l'import-export, l'immobilier, le pétrole, l'agriculture et les télécoms. Il a exercé les fonctions de vice-président du Nigeria entre 1999

et 2007. Au cours de la campagne, M. Abubakar a souligné les graves lacunes du gouvernement de Buhari, notamment [la grande pauvreté dans le pays, le taux de chômage important des jeunes](#), ainsi que la menace croissante que Boko Haram fait peser sur la sécurité du Nigeria.

Traditionnellement, le scrutin présidentiel opposait toujours un candidat du Nord et du Sud. L'élection de 2019 peut se jouer difficilement sur des critères ethniques ou régionaux. Cependant, les deux candidats à la présidentielle, Buhari et Abubakar, ont choisi des vice-présidents aux profils assez similaires. Leurs colistiers sont qualifiés de technocrates, ils sont Chrétiens et originaires du Sud. Ces choix sont justifiés pour prendre en compte les sensibilités dans un pays très religieux.

Les autres candidats à la présidentielle avaient peu de chance de s'imposer, les moyens dont ils disposaient étaient très inférieurs aux budgets de campagne des deux grands partis qui sont le Congrès des progressistes (APC), au pouvoir depuis 2015, et le Parti populaire démocratique (PDP) de Atiku. Pour sortir vainqueur, un candidat doit obtenir 25% des voix dans au moins les deux tiers des trente-six États du Nigeria.

C. Buhari largement vainqueur malgré un bilan très critiqué

Le président Buhari a gagné son pari de remporter cette élection, en s'imposant largement devant son rival Atiku. Il a obtenu [56 % des suffrages](#), gagnant au passage 19 des 36 États du pays, notamment dans le Nord. Il est crédité d'une avance d'environ 4 millions de voix sur son concurrent Atiku Abubakar. Cependant, [l'élection présidentielle de 2019](#) n'a pas connu une forte participation. Le taux de participation de 35,6% est le plus bas de l'histoire du Nigeria.

Lors de la présidentielle de 2015, ce taux était de 43,7%. Le report de l'élection du 16 au 23 février est sans doute une des explications immédiates de la faible participation électorale. Les personnes qui avaient effectué le déplacement dans leur région pour voter avant le report n'ont pas été en mesure de voyager à nouveau. Le report de l'élection dans un intervalle aussi court a sûrement accentué le manque d'engagement des Nigériens. Mais, cette raison ne peut pas être la seule pour expliquer la faible participation des citoyens.

Au Nigeria, il semblerait que les populations croient de moins en moins en la capacité des hommes politiques à changer leur quotidien sur les plans économique et social. Le pays le plus peuplé d'Afrique, et qui compte l'une des populations les plus jeunes au monde, est traversé par une forme de « désenchantement ». L'espoir suscité par la victoire de Buhari a rapidement fait place à une récession économique.

Malgré les réformes et mesures prises par le gouvernement Buhari, l'économie nigérienne est restée très faible avec une croissance de 2,7%, en 2015, de -1,6%, en 2016, et de 1%, en 2017, selon la Banque mondiale (BM). Une étude sur [le chômage au Nigeria](#) de juillet et septembre 2017 indiquait que le taux de chômage du pays est passé de 16,2 % à 18,8 % alors qu'il était de 6,4 % en 2014. En 2015, lors de son accession au pouvoir, Buhari s'était pourtant engagé à redynamiser l'économie du pays, toujours aussi dépendante

du secteur pétrolier. Près de [40% de la population active souffre du sous-emploi ou du chômage](#). Cette situation traduit un sentiment mitigé concernant le bilan du président Buhari et son positionnement « d'homme providentiel » pour changer le Nigeria.

Les thèmes de campagne de 2015 sur lesquels Buhari avait axé son discours sont devenus les points d'attaques de ses adversaires. Le candidat Atiku Abubakar a souvent fustigé la politique économique du président Buhari. Il affirmait qu'il comptait faire [du secteur privé le levier de la croissance et de l'emploi](#) avec la mise en place d'un fonds de 25 milliards de dollars pour soutenir ses investissements. La lutte contre la corruption a été perçue comme un combat orienté. Les personnes suivies dans les affaires de corruption sont extérieures au cercle du président. La promesse de mettre fin à l'insurrection de Boko Haram s'est révélée difficile à tenir.

C'est dans ce contexte difficile que le président Buhari a réussi à décrocher un nouveau mandat.

Les observateurs de la société civile nigériane ont relevé de nombreux manquements dans l'organisation du scrutin et des faits de violence. Les observateurs de l'Union européenne dans leur rapport ont également noté des manquements sérieux dans les 261 bureaux de vote visités. Il s'agit, notamment, de l'ouverture tardive de bureaux de vote et l'absence de matériel.

Des actes de violence ont été notés durant tout le processus électoral. 260 décès ont été répertoriés entre octobre 2018 et février 2019. Le jour du scrutin, il est fait état de 39 morts. Les candidats ont tenu des propos « guerriers ». Le président Buhari est même allé jusqu'à appeler à une action militaire contre les personnes qui s'adonneraient à des actes de fraude. Une telle déclaration venant surtout de la plus haute autorité du pays en période électorale n'est pas de nature à apaiser la situation. La violence est un facteur récurrent dans les élections au Nigeria, des mesures ont été prises pour freiner ce phénomène depuis les élections de 2011. [800 Nigériens](#) avaient trouvé la mort à la suite d'actes violents liés aux résultats des élections.

Même si l'élection de 2019 ne s'est pas jouée sur des critères purement religieux, puisque les deux principaux candidats sont des Musulmans issus du Nord, il faut relever que de manière générale le vote reste déterminé par des critères ethnique et religieux. La victoire de Buhari est fortement liée à ses résultats dans le Nord du pays qui est la région la plus peuplée du Nigeria. Dans l'État de Kano, un des fiefs du président sortant, son parti l'APC a obtenu près de 1,5 million de voix. Les résultats ont montré que Buhari conservait une mainmise dans ses bastions traditionnels du Nord du pays. La dégradation de la situation sécuritaire et les attaques récurrentes de Boko Haram dans la période électorale pouvaient légitimement constituer des sources de motivation pour les électeurs pour tourner le dos à Buhari. Ce ne fut pas le cas, il s'est assuré une large victoire dans cette région, où la participation fut parmi les plus élevées du pays.

Face au richissime homme d'affaires Atiku, le président Buhari continue de jouir d'une image d'homme intègre aux yeux d'une frange de la population nigériane, même si son bilan contre la corruption est jugé peu satisfaisant. Son rival

traîne [des soupçons de corruption](#) depuis des années. En 2007, son nom figurait sur la liste de l'Agence nigériane de lutte contre la corruption des 135 personnalités qui ne devraient pas jouir d'un mandat en raison de faits de corruption. Atiku Abubakar s'est toujours défendu des allégations sur des supposés faits de corruption. Sa défense a toujours été qu'aucune preuve le concernant n'a été présentée à la justice.

Dans sa lutte contre la corruption, le président Buhari a suspendu le président de la Cour suprême, Walter Nkanu Samuel Onnoghen, trois semaines avant l'élection pour ne pas avoir déclaré ses biens. Cette mesure a sans doute interrogé les Nigériens au moment du vote. Le président Buhari a été réélu malgré la contestation des résultats de son adversaire lors de la proclamation des résultats. Le Nigeria poursuit sa marche dans l'apprentissage de la démocratie.

III. Élection présidentielle en Guinée-Bissau, le parti historique PAIGC battu par le dissident Embalo

A. Le président sortant Mario Vaz écarté dès le premier tour

L'élection présidentielle en Guinée-Bissau est sans aucun doute la moins médiatisée des trois scrutins qui se sont déroulés en Afrique de l'Ouest en 2019. [Le mandat du président Vaz](#) était arrivé à son terme le 23 juin 2019. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avait accepté que le président Vaz reste au pouvoir jusqu'à l'élection présidentielle, malgré l'expiration de son mandat. Cette situation a conduit à une crise politique pré-électorale. Le pays devait être dirigé par le gouvernement en place jusqu'à la tenue de l'élection présidentielle du 24 novembre, avec pour principale mission l'organisation du scrutin.

Le président Vaz a demandé à la majorité parlementaire dirigée par le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) de désigner un nom pour le poste de Premier ministre. Le parti historique a proposé l'ancien Premier ministre Domingos Simões Pereira, limogé en 2015. Cette proposition a été refusée par le président Vaz. Après des semaines de blocage, le chef de l'État a reconduit, le 22 juin, [Aristides Gomes](#) au poste de Premier ministre à quelques heures de la fin de son mandat. Le gouvernement avait la charge d'organiser l'élection présidentielle du 24 novembre 2019. Initialement prévu pour le 5 janvier 2020, le second tour du scrutin a été programmé pour le 29 décembre 2019.

La Cour suprême a retenu le dossier de douze candidats pour le premier tour du scrutin. Exclu du PAIGC, le président Vaz était candidat à sa propre succession avec l'étiquette de candidat indépendant. Ses principaux adversaires sont le chef du PAIGC et ancien Premier ministre Domingos Simões Pereira et les deux anciens premiers ministres, Carlos Gomes Junior et Umaro Sissoco.

Le pays a connu une campagne électorale apaisée. Les institutions en charge de l'observation du scrutin, telles que la CEDEAO, l'Union africaine et la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), ont souligné que le premier

tour de l'élection présidentielle s'était déroulé dans le calme, la sérénité et la transparence. Ils n'ont signalé aucun incident majeur. [Le taux d'abstention](#) est de 25,63%, un des plus élevés de l'histoire électorale de la Guinée-Bissau.

Le premier enseignement est la défaite, dès le premier tour, du président sortant Vaz. Il est classé à la place avec un score de 12,41%. Seul président à avoir terminé son mandat en Guinée Bissau, ses détracteurs lui reprochent de n'avoir aucun projet à son actif et, donc, aucun bilan. Il paie, surtout, son divorce avec le parti historique et la crise politique de 2015 où il a limogé Domingos Simoes Pereira, chef du PAIGC, qui était son Premier ministre. Ne disposant pas de la redoutable machine électorale du PAIGC, ses chances étaient minces de décrocher un nouveau mandat.

Le second tour devait, donc, opposer, le 29 décembre 2019, le candidat du parti historique le PAIGC, Domingos Simoes Pereira, arrivé largement en tête, avec 40,13%, et Umaro Sissoco Embaló un ancien du PAIGC et fondateur du parti le Mouvement pour l'alternative démocratique (Madem G-15), qui obtient 27,65%.

L'enjeu de ce second tour fut la course aux alliances et aux reports de voix des autres candidats en lice. Le candidat Embaló a reçu des «soutiens de poids». Le président sortant a décidé d'apporter son soutien à Umaro Sissoco Embaló. Ce dernier est également soutenu par [Nuno Nabiam](#) qui s'est classé en troisième position et avait recueilli 13,16 % des suffrages.

[Selon l'analyste politique bissau-guinéen, Augusto Nhaga](#), les électeurs votent plus pour une personnalité que pour des idées ou des messages politiques spécifiques. Les choix de vote du 29 décembre pour les citoyens dépendront des consignes et du positionnement des différents candidats qui n'ont pas pu accéder au second tour. Le vote du second tour s'est déroulé dans le calme et l'attente des résultats a également été pacifique.

Le 1^{er} janvier 2020, la Commission électorale a annoncé la victoire du candidat Umaro Sissoco Embaló, avec 53,55 % des suffrages. Son adversaire Domingos Simoes Pereira obtient 46,45 % des voix. Dans son [communiqué du 22 janvier 2020](#), la CEDEAO prenait acte de la victoire d'Embaló et le félicitait pour son élection à la tête de la République de Guinée-Bissau.

B. La victoire du candidat Embaló contestée par le PAIGC et l'ouverture d'un contentieux électoral

Le PAIGC et son candidat Domingos Simoes Pereira ont introduit le 3 janvier 2020 un recours devant la Cour suprême pour contester la victoire d'Umaro Sissoco Embaló. Le candidat battu a dénoncé des cas de fraude lors du second tour et demanda un nouveau décompte des voix. La contestation des résultats a plongé le pays dans une confusion totale. Le 5 février, La Commission électorale de la Guinée-Bissau a confirmé la victoire d'Umaro Sissoco Embaló à l'élection présidentielle, après une [vérification des procès-verbaux](#) du second tour demandée par la CEDEAO pour tenter de sortir le pays de l'impasse politique. Le bras de fer entre la Cour suprême de justice, qui joue le rôle d'un Conseil constitutionnel, et la

Commission électorale nationale indépendante (CNE) montre la faiblesse des institutions en Guinée-Bissau.

Le nouveau président « élu » Umaro Sissoco Embaló a entamé une série de visites dans certaines capitales africaines (Dakar, Niamey, Brazzaville et Abuja). Sans attendre la décision de la Cour suprême, Umaro Sissoco Embaló est investi président de la République, le 27 février. Il a prêté serment dans un hôtel de luxe de la capitale en petit comité en présence du président sortant Vaz. La cérémonie a été validée en urgence par une partie du Parlement.

En guise de réponse à cet acte, le PAIGC, qui contrôle l'Assemblée nationale, a nommé président de la République par intérim le président de cette institution, [Cipriano Cassama](#). Ce dernier renoncera à cette nouvelle fonction le 1^{er} mars après avoir reçu des menaces de mort. Dans cette crise politique, la CEDEAO a estimé que [les investitures de deux présidents étaient illégales](#) et a appelé l'armée à observer une neutralité dans le jeu politique.

C. « Au forceps », Embaló aux commandes de la Guinée-Bissau

Deux mois après le scrutin présidentiel, et malgré les contestations de son adversaire Domingos Simões Pereira, Umaro Sissoco Embaló semble bel et bien décidé à endosser le rôle du chef de l'État. Il s'est installé au palais de la République. Il a poursuivi sa prise de contrôle des institutions du pays, en nommant son nouveau gouvernement, le 2 mars 2020. Son allié, Nuno Gomès Nabiam, qui s'est classé troisième lors de l'élection présidentielle, est nommé Premier ministre. Il est à la tête d'un gouvernement de Dix-neuf ministres et treize secrétariats d'État.

Le 4 mars, le nouveau gouvernement a invité les services des ministères et les fonctionnaires à reprendre leur travail. La CEDEAO, quant à elle, a décidé d'envoyer [une mission d'experts constitutionnalistes](#) du 9 au 13 mars 2020 à Bissau pour travailler avec la Cour suprême et la Commission nationale des élections afin de résoudre la crise.

Du 10 au 13 mars, Umaro Sissoco Embaló a entamé une tournée ouest-africaine qui l'a amené au Sénégal, au Niger et au Nigeria. Il a été accueilli en chef d'État dans ces différentes capitales. L'objectif de ces rencontres avec trois présidents influents de la région est de consolider ses relations diplomatiques pour obtenir une reconnaissance internationale, en tant que chef d'État.

La crise sanitaire du Covid-19 semble reléguer au second plan la crise politique en Guinée-Bissau. La CEDEAO est très préoccupée par la crise sanitaire et ses implications multiples pour les pays de la région. Le 27 mars, le président Umaro Sissoco Embaló a déclaré par décret présidentiel « l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire national » pour 15 jours. L'état d'urgence a été prolongé de 15 jours par le gouvernement. Embaló est aux commandes de la Guinée-Bissau face à cette pandémie. [Le 23 avril 2020, la CEDEAO](#) a finalement reconnu la victoire d'Embaló au second tour de la présidentielle. Elle a demandé au président Umaro Sissoco Embaló de procéder à la nomination d'un Premier ministre au plus tard le 22 mai 2020.

Que se passera-t-il après la crise du Covid-19 ? Le parti historique bissau-guinéen le PAIGC acceptera-t-il cette décision de l'organisation régionale ?

À propos de l'auteur, Babacar Ndiaye

Babacar Ndiaye est le directeur de la recherche et des publications du think tank ouest-africain WATHI basé au Sénégal. WATHI se définit comme un think tank citoyen qui permet à tous ceux qui le souhaitent de participer à la production et l'échange de connaissances et d'idées et de contribuer, chacun à sa manière, à la consolidation des États, des institutions et des sociétés d'Afrique de l'Ouest.

Babacar Ndiaye est titulaire d'un Master 2 professionnel en Relations internationales de l'université d'Auvergne Clermont 1 (France). Avant de rejoindre l'équipe de WATHI en 2015, il a été consultant indépendant sur les questions de sécurité en Afrique de l'Ouest et de risques-pays pour des organisations basées en Europe, au Canada et en Afrique.

En 2013, il est l'un des fondateurs du cabinet de conseil Impact Africa Consulting (IAC) basé à Dakar. Il avait en charge le pôle stratégie, intelligence économique et risques-pays. Il a développé une expertise sur les questions de gouvernance publique et de démocratie en Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, Babacar Ndiaye travaille essentiellement sur les questions de gouvernance, de sécurité et de terrorisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques.

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma